

Rapport Pays sur la traite de personnes de 2016

Le Cameroun est un pays d'origine, de transit et de destination pour les femmes et enfants faisant l'objet de travail forcé et de traite sexuelle, ainsi qu'un pays d'origine d'hommes en situation de travail forcé. Les trafiquants d'enfants utilisent souvent la promesse d'éducation ou d'une meilleure vie en ville pour convaincre les parents en zone rurale de leur confier leurs enfants au travers d'un intermédiaire, qui ensuite exploite les enfants sur le plan sexuel ou par le travail forcé. Les trafiquants d'enfants ont de manière croissante recours à la prise d'otages, étant donné qu'une sensibilisation accrue du public a poussé les parents à ne plus confier leurs enfants à ces intermédiaires. Les enfants sans abri et les orphelins sont particulièrement vulnérables à la traite. Les jeunes et les adolescents issus des familles économiquement désavantagées sont souvent attirés vers les villes par l'espoir d'emploi, mais sont soumis au travail forcé et à la traite sexuelle. Les enfants camerounais sont exploités dans des résidences pour le ménage, des restaurants, dans les rues et les axes routiers pour la mendicité ou vente, dans l'exploitation minière artisanale, les carrières, la pêche, l'élevage et l'agriculture (cultures de l'oignon, du coton, du thé ou du cacao), ainsi que dans le transport urbain pour aider les conducteurs d'autocars et dans les chantiers en qualité de garçons de course, de manœuvres et de gardiens. Des enfants font l'objet de traite sexuelle sur le territoire national. Selon certains rapports, l'esclavage héréditaire existe dans les chefferies du Nord. Les enfants des pays voisins sont exploités dans des boutiques de pièces détachées ou par des éleveurs au nord du Cameroun, et transitent par le Cameroun à destination du Gabon et de la Guinée Équatoriale.

Des Camerounais, tout sexe confondu, sont appâtés en Europe et d'autres régions par de fausses propositions de mariage sur Internet ou d'offres d'emplois bien payés, et deviennent plus tard des victimes de la prostitution forcée ou du travail forcé, et particulièrement de la servitude domestique. Des Camerounais sont exploités dans le travail forcé et la traite sexuelle dans plusieurs pays du Moyen-Orient, en Haïti, aux États-Unis et dans de nombreux pays africains. Un nombre croissant de Camerounaises est exploité dans la servitude domestique au Koweït. Des Camerounais agissent de manière croissante en tant qu'intermédiaires au recrutement d'autres Camerounais destinés à la traite dans des pays étrangers. Ces criminels sont souvent des personnes travaillant sur place au compte de cabinets de

recrutement étranger ou des anciennes victimes de traite résidant dans les pays de destination. Des preuves anecdotiques montrent qu'un nombre croissant de Camerounais disposent de réseaux de traite au Maroc qui obligent les femmes à faire de la prostitution. Des Camerounaises transitent également par le Maroc à destination de l'Europe où elles sont souvent obligées par les réseaux de traite européens à faire la prostitution.

Les adultes et les enfants centrafricains et nigériens sont attirés vers le Cameroun par la possibilité de meilleures opportunités d'emploi et de meilleures conditions de vie, mais sont ensuite soumis à la traite de travail. Les réfugiés de Centrafrique et du Nigéria, ainsi que les déplacés Camerounais qui fuient l'insécurité dans les zones frontalières, sont plus vulnérables à la traite au Cameroun, notamment dans les zones urbaines. Les trafiquants nigériens apportent de plus en plus d'enfants nigériens dans les grandes villes camerounaises pour travailler dans des magasins de pièces détachées. Selon les médias et les observateurs internationaux, le Cameroun est une destination pour les femmes et filles nigérianes, utilisées comme auteures forcées d'attentats suicides et des garçons utilisés comme enfants soldats par l'organisation terroriste, Boko Haram, pendant la période couverte. On signale la complicité des officiels camerounais dans les offenses de traite d'êtres humains.

Le Gouvernement de la République du Cameroun ne respecte pas complètement les normes minimales relatives à l'élimination de la traite, cependant, il fournit d'importants efforts pour se mettre à la page. Pendant la période couverte, les deux groupes de travail régionaux de lutte contre la traite d'êtres humains ont enquêté certaines offenses de traite et mené des activités de sensibilisation. Malgré ces mesures, le gouvernement n'a pas augmenté de manière générale d'efforts, comparé à la période précédente. Par conséquent, le Cameroun est placé sur la liste de surveillance de niveau 2. Le gouvernement a mené moins d'enquêtes et de condamnations relatives à la traite que l'année précédente et il n'a pas fourni assez de financement ou de ressources aux groupes de travail sur la lutte contre la traite ou au comité interministériel de lutte contre la traite, ce qui a gravement diminué leur capacité à mettre en œuvre leurs mandats. L'administration n'a pas respecté ses propres références en matière de condamnation des crimes de traite et ou en permettant des arrangements hors tribunaux. Elle n'a ni formé ni fourni de soutien à ses agents de maintien de l'ordre pour la formation sur la lutte contre la traite. Le

gouvernement n'a fourni aucune assistance de rapatriement ni aucun service aux dizaines de Camerounais identifiés comme victimes de traite à l'étranger.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU GOUVERNEMENT DU CAMEROUN

Finaliser et promulguer la législation visant à mettre en application les définitions de la traite d'êtres humains prévues par le droit international et à combler l'absence de mesures de protection des victimes dans la législation actuelle ; accroître les efforts de poursuites judiciaires et de condamnation toute la gamme de crimes de traite, y compris les agents gouvernementaux impliqués comme complices dans des affaires de traite ; étendre la formation à la police, aux inspecteurs de travail, aux magistrats, aux avocats et aux travailleurs sociaux en matière de législation de lutte contre la traite et les enquêtes centrées sur les victimes ; délivrer des documents de voyage, y compris les laissez-passer aux victimes camerounaises identifiées à l'étranger ; et accroître les services destinés aux victimes adultes ; et former les agents gouvernementaux et des ONG sur les procédures standards relatives à l'orientation des victimes de traite vers les services gouvernementaux et les ONG ; enquêter les accusations de recrutement frauduleux de main d'œuvre et les agences suspectés de participer à la traite de personnes camerounaises à l'étranger et mener des poursuites judiciaires en cas de complicité ; allouer des financements, des ressources matérielles et des formations sur les enquêtes de traite au comité interministériel de lutte contre la traite d'êtres humains et aux groupes de travail régionaux de lutte contre la traite, mettre sur pied des groupes de travail dans les sept régions restantes ; fournir aux citoyens des informations préalables au départ sur leurs droits en qualité de travailleurs émigrés et sur les sources d'assistance pendant leur séjour étranger ; mener des actions visant à réguler les recruteurs et les intermédiaires non agréés et assurer la surveillance des annonces de recrutement publiées dans les zones rurales ; augmenter le financement accordé aux ambassades camerounaises en vue d'améliorer l'assistance accordée aux victimes de traite à l'étranger ; dédier des ressources dans l'optique la collecte de données sur l'identification des victimes et les efforts de maintien de l'ordre ; et enquêter les affaires d'esclavage héréditaire dans les régions du Nord.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a diminué ses efforts de maintien de l'ordre. Dans sa loi de 2011 sur la lutte contre la traite, la définition de « traite des personnes » exige le mouvement et le terme « exploitation » n'est pas définie. La définition d'« esclavage de personnes » n'exige pas le mouvement et prévoit des peines pour la plupart des formes de traite d'êtres humains. Toutefois, les crimes d'« esclavage de personnes » perpétrés sur une personne âgée de moins de 18 ans prévoient l'utilisation de la menace, la fraude, la tromperie, la force ou d'autres formes de coercition pour qualifier la traite sexuelle, ce qui est contraire au droit international où de telles exigences ne sont pas formulées. L'Article 4 de cette loi prescrit des peines privatives de 10 à 20 ans et des peines financières de 50 000 FCFA à un million de francs CFA (83-1660\$) pour le trafic et « l'esclavage de personnes », des peines suffisamment strictes et comparables aux peines stipulées pour d'autres crimes sérieux, tels que le viol. L'Article 5 prévoit des peines d'emprisonnement allant de 15 à 20 ans et des amendes de 100 000 à un million de francs CFA (166-1660\$) en cas de victime âgée de 15 ans ou moins, en cas d'utilisation d'une arme ou en cas de blessures graves découlant de l'acte de trafic ou de traite. L'Article 3 prévoit des peines des peines privatives de 5 à 10 ans et des amendes de 10 000 à un million de francs CFA (17-1660\$) pour gage d'une personne. Ces peines sont également suffisamment strictes. Le projet de loi qui a été élaboré en 2012 dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement, une ONG et des experts nationaux et internationaux, en vue d'amender la loi de 2011 pour offrir la protection aux victimes et les témoins et corriger les écarts entre les définitions actuelles et les dispositions du droit international, demeure sans changement pour la quatrième année consécutive.

Le gouvernement ne collecte pas de données sur le maintien de l'ordre dans le domaine de la lutte contre la traite dans huit des dix régions, ce qui donne lieu à des statistiques non fiables et incomplètes sur l'identification des victimes et les efforts de maintien de l'ordre. Les informations disponibles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest indiquent le gouvernement a mené 17 enquêtes, traduit en justice 20 accusés et condamné deux trafiquants, tous en relation au travail forcé. Ceci constitue une réduction par rapport à 25 enquêtes et à 8

condamnations, mais une augmentation par rapport aux 11 poursuites judiciaires intervenues au cours de la précédente période d'évaluation. Les deux trafiquants condamnés ont reçu des peines d'emprisonnement avec sursis et des amendes de 60 000 FCFA (100\$ chacun) ; bien que tous les trafiquants condamnés au cours de la précédente période d'évaluation ont fait l'objet d'incarcération, les peines appliquées en 2015 sont bien en dessous du minimum prévu par la loi de 2011, parce que, selon certains rapports, les familles des victimes auraient été soudoyées par les accusés et refusé de coopérer avec la justice. Il apparait que ces peines ne se sont pas adaptées à la gravité des crimes, car les trafiquants pouvaient éviter l'emprisonnement, et se sont avérées comme un outil de dissuasion inefficace pour la commission des offenses de traite. Pour la deuxième année, les poursuites judiciaires menées contre trois suspects au moins et des enquêtes de 10 affaires supplémentaires sont toujours en cours et la condamnation d'un trafiquant pédophile demeure toujours en appel. Selon les responsables, à cause de l'absence de formation du personnel du maintien de l'ordre et du système judiciaire, il est possible que certaines offenses de traite aient été jugées en tant qu'abus ou rapt d'enfant avec des peines inférieures.

Bien que le personnel judiciaire et du maintien de l'ordre et d'autres agents compétents ne sont pas formés pour établir la différence entre la traite de personnes et les autres crimes, le gouvernement n'a pas fourni directement de formation sur la lutte anti-traite et de soutien en nature pour les formations offertes par d'autres organisations. Elles n'ont signalé aucune enquête, ni poursuite judiciaire, ni condamnation ou sanctions concernant des agents gouvernementaux pour complicité dans la traite ou pour crimes de traite des êtres humains ; cependant, il y a des signes qu'il y a eu des complicités d'officiels. Par exemple, les autorités n'ont pas mené d'enquête sur un agent judiciaire après qu'une fille disparue ait été découverte en esclavage domestique dans sa maison, parce qu'il aurait décidé de payer l'éducation de cette fille pendant plusieurs années comme compensation. Malgré l'identification de plusieurs dizaines de victimes camerounaises à l'étranger, y compris plusieurs au Koweït, le gouvernement n'a initié aucune enquête sur les agences de placement temporaire basées au Cameroun ou collaborer avec des gouvernements étrangers sur les enquêtes de traite transnationales.

PROTECTION

Le gouvernement a maintenu ses modestes efforts internes d'identification et de protection des victimes, mais n'a pas fourni assez d'efforts d'identification et d'assistance aux Camerounais exploités à l'étranger. Le peu d'informations disponibles sur deux des 10 régions montre que le gouvernement a identifié 13 victimes de travail forcé, y compris quatre enfants – une réduction par rapport aux 17 victimes identifiées au cours de la période d'évaluation précédente. Le gouvernement a fourni des services à toutes les 13 victimes, y compris le transport, le logement temporaire et des soins médicaux. Les ONG ont identifié plusieurs dizaines de cas de Camerounais faisant l'objet d'exploitation de travail à l'étranger pendant la période d'évaluation, cependant, il n'y a aucune preuve que le gouvernement a fourni de l'aide aux victimes, en termes de financement de rapatriement. Selon certains rapports, les victimes camerounaises à l'étranger ont été contactées par une ambassade camerounaise dans l'optique de fournir de l'aide, mais cette ambassade n'a pas aidé à initier des enquêtes sur les offenses de traite, fourni ou orienté ces victimes vers des services de protection, ou soutenu leur rapatriement. Toutefois, le gouvernement ne produit pas de statistiques complètes sur le nombre de victimes de traite identifiées ou les services qu'elles reçoivent, donnant ainsi lieu à des données peu fiables et incomplètes sur l'identification des victimes et les efforts de maintien de l'ordre. Le gouvernement continue à offrir une aide directe aux enfants vulnérables et aux victimes infantiles de crimes, tels que la traite, y compris un abri temporaire, les soins médicaux et psychologiques, ainsi que le soutien de réintégration au travers d'institutions de soutien dans plusieurs villes. Le gouvernement a mis des abris à la disposition des victimes féminines ; toutefois, il n'y a aucune preuve que les victimes ont utilisé ces abris pendant la période d'évaluation. Les ONG signalent avoir identifié, au moins 20 Camerounais victimes d'exploitation professionnelle. Les ONG ont fourni à ces victimes la plupart des services au niveau national, ainsi qu'aux victimes identifiées par le gouvernement.

Il n'y a aucune preuve que le gouvernement a fourni des efforts visant à encourager les victimes à participer aux enquêtes ou aux poursuites judiciaires menées contre leurs trafiquants. Il n'est pas clair si le gouvernement a offert des conseils, l'aide juridique ou toute autre aide aux victimes pendant le procès. Des victimes ont été

en justice ou mené une action juridique contre les trafiquants et les membres de famille pourraient également se constituer partie civile contre les trafiquants au nom de leurs enfants. Au moins 20 victimes ont initié des procès en indemnisations contre des trafiquants au cours de la période d'évaluation ; ces affaires sont encore pendantes. Le gouvernement pourrait octroyer un statut de résident temporaire aux victimes étrangères, qui en cas de déportation, pourraient faire face aux pressions et aux représailles. Toutefois, il n'a signalé aucune utilisation de ces locaux au cours de l'année. Il n'existe aucun rapport que le gouvernement a puni les victimes pour des actes illégaux commis comme résultat direct de leur exploitation. Cependant, à cause de l'absence de procédures formelles d'identification de victimes au cours de la période d'évaluation. Il est possible que certaines victimes n'ont pas été identifiées par le système de maintien de l'ordre. Pendant la période d'évaluation, le gouvernement a déporté plusieurs milliers de réfugiés nigériens sans papier sans tenir compte des indicateurs de traite.

PRÉVENTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts de prévention, mais l'allocation insuffisante des ressources aux organismes de coordination régionale et nationale a ralenti la coordination des initiatives de lutte contre le trafic et la traite. Le Comité interministériel a tenu une réunion ad hoc et contribué de manière modeste aux efforts visant la mise en application du plan d'action national 2014-2019 sur la lutte contre la traite en éduquant et en offrant un soutien psycho-social aux enfants de la rue qui sont vulnérables au trafic et en conduisant des campagnes de sensibilisation au travers de ses groupes de travail. Le ministère des Affaires sociales continue d'assister les enfants de la rue qui sont vulnérables au trafic et à la traite en plaçant 20 enfants dans des centres d'accueil publics qui offrent des soins sanitaires, l'instruction et des services psycho-sociaux. Selon certaines anecdotes, la police des frontières, notamment les éléments se trouvant au niveau des frontières nigérienne et centrafricaine, était plus consciente de la traite et exigeait des autorisations parentales pour les enfants voyageant seuls.

Groupe de travail régional de lutte contre la traite

L'efficacité des forces diminue à cause d'un manque grave de ressources et de mandats clairs et le gouvernement n'a pas mis en place de nouveaux groupes de

travail dans les autres régions. Deux groupes de travail avaient été mis en place lors de la période d'évaluation précédente. Les groupes de travail du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, comprenant des représentants des agences d'assistance sociale, de la police, de la gendarmerie, de la magistrature et des ONG, ont coordonné la réponse aux affaires de traite et mené des campagnes de sensibilisation à la radio et au travers des groupes de surveillance communautaire. Cependant, ils ne disposaient pas de ressources et de formation nécessaires pour remplir de manière appropriée leurs mandats.

Bien que les officiels et les ONG aient identifié plusieurs dizaines de victimes de traite camerounaises en Europe et au Moyen-Orient, dont certains ont été recrutés et escroqués par des intermédiaires camerounais sans agrément, le gouvernement n'a pas essayé de réguler au préalable de tels recruteurs ou initié des enquêtes sur les pratiques de recrutement suspectes à mesure qu'il y a de nouveaux cas au cours de l'année. Pour réduire la demande des actes sexuels commerciaux chez les enfants, le gouvernement a continué sa campagne de sensibilisation publique sur l'exploitation sexuelle des enfants. Cependant, il n'a effectué aucun effort pour réduire la demande en travail forcé ou en sexe commercial chez les adultes. Le gouvernement a offert des sessions d'information en matière de droit humanitaire international et d'exigences relatives aux missions internationales de maintien de la paix aux membres des forces armées camerounaises avant leur déploiement à l'étranger. Il est difficile de dire si ces formations intégraient des modules de lutte contre la traite. Jusqu'à la fin de la période d'évaluation, il y a eu des accusations d'exploitation sexuelle des civils par des agents de maintien de la paix camerounais déployés dans le cadre de la mission onusienne en RCA. Selon le gouvernement, le personnel diplomatique a reçu des formations sur la lutte contre la traite.